

# CORRUPTION, INVESTISSEMENTS ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

WAUTABOUNA OUATTARA<sup>1</sup>

---

## Resume

*La présente étude analyse l'impact de la corruption sur les investissements public et privé en Côte d'Ivoire et elle évalue leurs effets sur la croissance économique. Nous essayons par ailleurs d'apprécier l'impact de la crise militaro-politique ivoirienne sur les performances économiques. L'ampleur de la corruption et la pratique de la vie démocratique sont souvent cités comme les principaux facteurs qui affectent le volume des investissements public et privé. A partir des données de la World Development Indicators (WDI) et de Transparency International (TI) sur la période de 1998 à 2009, nous montrons de façon empirique que la corruption est un facteur de surestimation du montant des investissements en Côte d'Ivoire et que ceux-ci ont des effets pervers sur la croissance économique. Le test de stabilité laisse penser que la crise ivoirienne a affecté significativement la croissance économique. L'étude recommande alors une sensibilisation plus accrue des acteurs politiques et économiques aux méfaits de la corruption et aux changements anticonstitutionnels. Elle suggère également la mise en place d'une autorité nationale dotée de pouvoir exceptionnel de sanction pour mieux lutter contre la corruption sous toutes ses formes.*

**Mots-clés:** Corruption, investissements public et privé, démocratie, modèle à équations simultanées, données de panel.

**J.E.L. Classification:** C33, H54, R42, D73.

## 1. INTRODUCTION

Dans les pays en développement en général et en Afrique occidentale en particulier, la configuration actuelle des rapports Nord-Sud qui a pour base la bonne gouvernance en constitue une preuve. Ces pays qui enregistrent les

---

<sup>1</sup> Chercheur à la CAPEC (Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Cires) et à l'UFR des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Cocody - Abidjan, Côte d'Ivoire, BP V 43 Abidjan, E-mail: wautabouna@yahoo.ca.

---

---

plus mauvaises performances d'indice de perception de la corruption et d'indice de démocratie se sont vus contraints de faire des efforts en la matière pour bénéficier de l'aide publique au développement.

Bien qu'elle demeure un sujet sensible et mal compris, la gouvernance fait l'objet aujourd'hui une attention grandissante dans les grandes problématiques relatives au développement. Les donateurs et institutions financières internationales unissent leurs efforts à ceux des économies émergentes pour combattre la corruption et renforcer l'obligation de rendre compte. Ce sont en effet deux variables importantes qui peuvent renseigner sur la qualité des investissements publics. Ces indicateurs peuvent être fortement affectés par de nombreux paramètres tels que les conflits, le niveau de démocratie, la corruption, etc. De nombreux auteurs à l'image de Celentani et Ganuza (2002), Ali et Isse (2003) ou encore LaFree et Morris (2004) se sont intéressés aux interrelations pouvant exister la corruption et les investissements privés; d'autres ont mis en exergue les effets néfastes de la corruption sur les investissements publics (Ades et Tella, 1999). Malheureusement, très peu de publications sur le trinôme corruption, investissements publics et privés et croissance économique concernent la Côte d'Ivoire. Cette étude répond en partie à cette insuffisance théorique et empirique.

La Côte d'Ivoire appartient à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)<sup>2</sup>. Son produit intérieur brut (PIB) représente environ de 40% de celui de l'Union. Elle occupe donc une place stratégique dans le développement économique et social de la sous-région. C'est pourquoi mener une telle étude se présente comme une nécessité et constitue un enjeu important non seulement pour ces deux pays phares mais aussi et surtout pour toute l'Afrique occidentale.

Les questions centrales de cette réflexion peuvent se formuler ainsi: nous savons de Tanzi et Davoodi (1997) qu'il existe une très forte corrélation entre la corruption et l'inefficience des investissements publics dans la plupart des pays industrialisés et émergents. Ce constat est-il vérifié pour la Côte d'Ivoire? Quelle est la nature de la relation entre la corruption et les investissements publics et/ou privés? Comment la crise militaro-politique ivoirienne a-t-elle affecté l'évolution de la croissance économique à travers les investissements public et privé dans un contexte de corruption grandissant? Au regard du contexte socio-économique africain particulier, existe-t-il des solutions efficaces à même de réduire la corruption et d'atténuer ses effets induits?

---

<sup>2</sup> L'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est un espace qui regroupe huit pays: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

---

L'objectif principal de cette étude est de montrer comment la corruption a affecté le volume des investissements public et privé et d'étudier leurs effets sur la croissance économique. De même, il s'agira de mettre en œuvre un test de stabilité des coefficients pour apprécier l'effet de la crise ivoirienne sur les indicateurs économiques.

Cette étude se structure en quatre parties. Après une revue critique de la littérature, un examen de l'état des investissements public et privé et de l'évolution de l'indice de perception de la corruption sera fait. La présentation du cadre méthodologique permettra d'aboutir à des résultats qui feront l'objet d'une interprétation.

## 2. LA REVUE DE LITTÉRATURE

Le néo-institutionnalisme ou la nouvelle économie institutionnelle désigne un ensemble de courants de pensée qui a contribué au renouvellement de l'analyse économique des institutions dans les années 70. Il se veut un ensemble hétérogène qui regroupe des travaux qui ont pour point commun de s'interroger sur le rôle joué par les institutions dans la coordination économique. Il s'agit de façon spécifique de l'ensemble des règles et des normes qui encadrent et régulent les comportements des individus et des entreprises (Williamson, 2000). A l'image de toutes les sciences humaines, le néo-institutionnalisme se nourrit et se bonifie par la controverse. De ce point de vue, il n'y a pas d'unanimité quant au mode d'encadrement et de régulation des comportements et surtout à la fixation des règles. Gabriél et Jacquié (1994) ont mis en lumière les faiblesses des fondements théoriques de la nouvelle économie institutionnelle. De même, on retrouve un exposé pertinent des limites de cette théorie dans les travaux de Maucourant (2003).

Au-delà de toutes ces oppositions d'idées ou de courants de pensée, la théorie des institutions fournit des outils et pistes d'analyse économique qui permettent de mieux comprendre l'évolution de nombreux agrégats et d'expliquer leurs interrelations. Dans cette dynamique, que nous enseigne la littérature économique sur les limites des investissements publics, des initiatives privées et de la crédibilité des institutions ?

Les contributions scientifiques relatives à la nature et à la spécificité des investissements sont nombreuses. Pereira et Flores de Frutos (1999) soulignent la complémentarité entre le secteur public et le secteur privé qui contribuent significativement à l'amélioration des indicateurs de performance économique des Etats Unis d'Amérique. Les règles et procédures de décaissements des dépenses publiques font l'objet d'un contrôle strict et

---

---

d'un suivi régulier par les structures compétentes (Pereira, 2001). Les acteurs du secteur privé évoluent dans un registre bien défini et leurs activités économiques sont régies par les textes connus de tous et respectés par tous. Certes la corruption existe et porte atteinte à la qualité des investissements publics, mais de façon globale, les autorités américaines ont des raisons d'être satisfaites (Pereira, 2000). Cette assertion est défendue par Podrecca et Carmeci (2001) qui ont mené des réflexions sur l'impact positif des investissements publics et privés sur la croissance économique. Des investissements productifs se caractérisent par des effets induits positifs sur l'évolution du taux de croissance économique et du taux de chômage.

Pour de nombreux économistes, la corruption et la faiblesse de la vie démocratique figurent parmi les principales raisons qui justifient l'insuffisance ou la surestimation des investissements (Feng, 2003; Knack, 2003; Johnston, 2005). Les études de Burguet et Che (2004) montrent en effet que la corruption a des effets dommageables sur la libre concurrence et la qualité des produits fournis par une entreprise sélectionnée à la suite d'un appel d'offre par exemple. La question des interrelations pouvant exister entre les investissements directs étrangers et la corruption a été abordé par Habib et Zurawicki (2002) et par Larrain et Tavares (2004). Ces auteurs montrent que la corruption a un impact négatif sur la coopération, quelque soit le sens des investissements: que ce soit le pays donateur ou le pays bénéficiaire. Ils soulignent tous que la corruption est la base de l'inefficience des investissements. Dans une étude mettant en exergue les effets pervers de la corruption, Fedeli et Forte (2003) expliquent qu'en l'absence de corruption, les performances d'un régime centralisé et d'un régime décentralisé sont identiques quant au cofinancement de projets privés. Cependant, en menant la réflexion à partir d'une analyse de concurrence monopolistique à la Chamberlain par l'introduction de la corruption dans le model, le régime centralisé affiche le plus important dysfonctionnement car il réunit les conditions favorables pour une corruption généralisée. Les travaux de Sakar et Aynul (2001) s'inscrivent dans la même logique. Ils estiment que la corruption est à l'origine des coûts de transaction supplémentaires. A ce titre, elle réduit à la fois le volume des investissements et leur efficacité et au-delà porte atteinte à la croissance économique. Ils restent convaincus que moins de corruption a pour corolaire des gains additionnels.

Des études relatives à l'interrelation entre les investissements et la corruption en Afrique ont été aussi menées. Dans une approche historique, Collier (2000) mentionne que l'Afrique n'a pas toujours été un continent corrompu et les sociétés africaines ne le sont pas. C'est malheureusement un mal qui gagne du terrain et la plupart des pays africains en font aujourd'hui

---

leur priorité eu égard à ces effets pervers. Contrairement à cet auteur, Hope et Chikulo (2000) dressent un tableau analytique de la théorie, de la pratique et l'impact sur le développement de la corruption en Afrique. Ils montrent comment dans certains pays la corruption a favorisé la dégradation des infrastructures, rendu inefficients les investissements de réhabilitation des centres de santé, des équipements éducatifs, etc. La contribution de Gyimah-Brempong (2002) vient confirmer les conclusions de Hope et Chikulo. Il défend l'assertion selon laquelle la corruption réduit directement le niveau de croissance économique et détériore indirectement la qualité des investissements publics et privés en Afrique. Notons enfin les études de Kallon (2004) sur la Sierra Léone. Par une analyse coût-bénéfice, il justifie la corruption endémique dans ce pays par le fait que nombreuses sont les personnes qui tirent un profit consistant dans cet environnement. Ces comportements opportunistes peuvent s'observer dans d'autres pays africains, mais l'expérience Sierra Léonaise reste une spécificité.

On peut noter, au regard de ce qui précède, que le volume et le caractère productif des investissements publics et privés sont affectés par l'ampleur de la corruption qui sévit dans un pays et l'absence de l'obligation de rendre compte à l'autorité hiérarchique. Les effets conjugués de ces facteurs ternissent les indicateurs de performance économique. Quel état des lieux est-il possible d'établir sur l'évolution de la corruption et des investissements publics et privés en Côte d'Ivoire ?

### **3. L'ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS, PRIVÉS ET DE L'INDICE DE CORRUPTION**

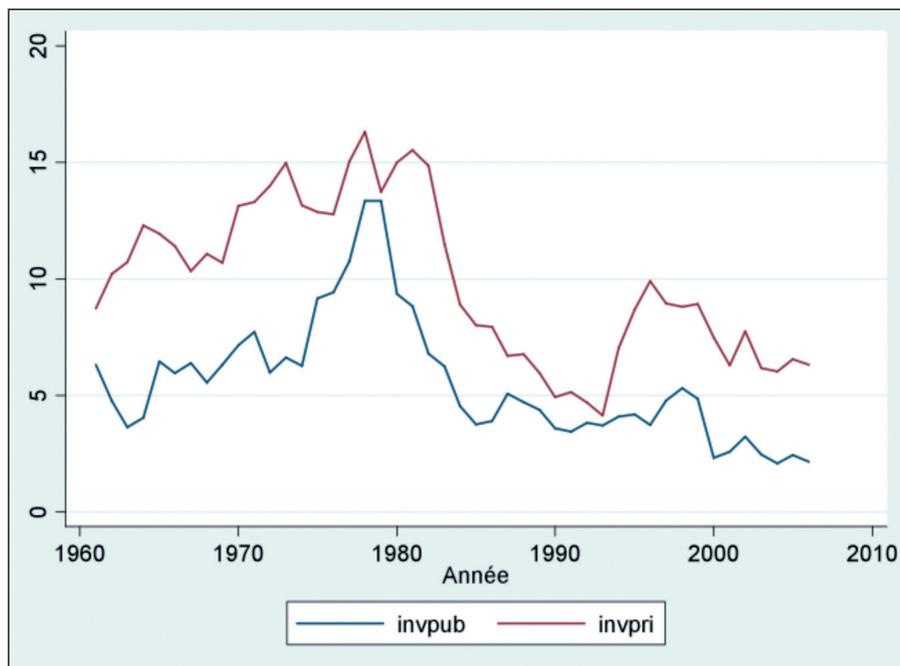
Une analyse de l'évolution des investissements publics et privés en Côte d'Ivoire est présentée dans cette section. Dans la perspective d'une approche comparative de tendances, un examen des indices de perception de la corruption sera également mené. Les données macroéconomiques relatives aux investissements utilisées proviennent de World Development Indicators (2009) et les statistiques relatives aux indices de perception de la corruption sont issues de diverses publications de Transparency International.

#### ***3.1 Les investissements public et privé***

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, Esso (2007) note que l'évolution du taux d'investissement public a suivi quatre phases. Une première phase qui s'étend de 1960 à 1980 et qui se caractérise par une période de forte crois-

---

**Graphique n° 1:**  
**Evolution du taux des investissements public et privé en Côte d'Ivoire**



Source: World Development Indicators.

sance et une politique d'investissement volontariste. Une seconde phase de 1980 à 1993 qui est marquée par un taux d'investissement public en baisse, eu égard aux crises pétrolières de 1973 et 1979 et surtout à la chute des cours mondiaux du cacao et du café. L'auteur indique une troisième phase de 1993 à 1997 qu'il justifie par une légère remontée du taux d'investissement public et le bénéfice tiré de la dévaluation du franc CFA. Enfin, la quatrième phase de 1998 à 2006 se distingue par une réduction du taux d'investissement qui est la résultante des nombreuses crises en Côte d'Ivoire. Nous partageons son analyse de l'évolution du taux des investissements publics. Cependant, il est bon de noter que l'examen de l'évolution des investissements privés et de ses interrelations avec les investissements publics est moins présent dans son analyse.

Au regard du graphique n° 1, on peut noter que les investissements pu-

blics et privés progressent globalement dans le même sens. Il y a donc une très forte corrélation graphique entre ces deux agrégats économiques. Toutefois, sur la période 1961 à 2007, les investissements privés sont plus importants que ceux du secteur public en termes de pourcentage. Jamais la courbe des investissements publics n'a été au dessus de celle du secteur privé. Cela témoigne du rôle stratégique joué par les acteurs du secteur privé dans le processus de développement économique de la Côte d'Ivoire.

S'il est vrai que la contribution des investissements publics à la croissance économique n'est plus à démontrer dans l'espace UEMOA (Ouattara, 2008), il n'en demeure pas moins vrai que le secteur privé a son importance (Keho, 2004). Ces deux types d'investissements ont connu des pics aux mêmes périodes, particulièrement à la fin des années 70. La Côte d'Ivoire a connu en ce moment des investissements considérables grâce au budget spécial d'investissement et d'équipement et aux fonds spéciaux rendus crédibles par la balance commerciale excédentaire des produits de rentes.

Au total, les investissements public et privé ont connu des fortunes différentes. Elles sont imputables à l'évolution de la situation sociopolitique et des politiques économiques mises en place. Au-delà des investissements public et privé, il importe de savoir comment s'est comporté l'indice de perception de la corruption dans ces deux pays?

### *3.2 L'indice de perception de la corruption en Côte d'Ivoire*

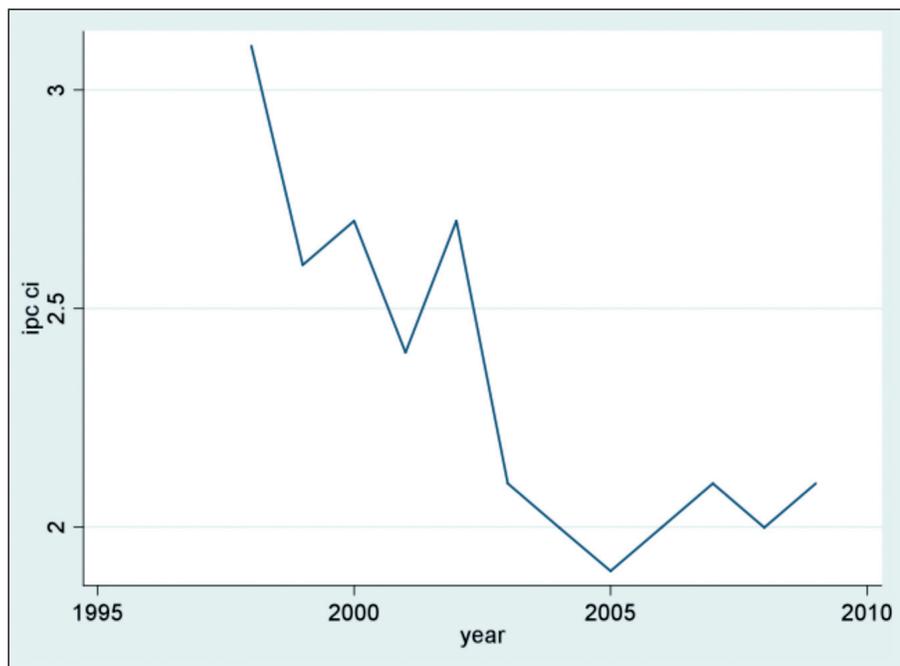
L'indice de perception de la corruption<sup>3</sup> de Transparency International (TI) classe les pays ou territoire en fonction de la perception du degré de corruption affectant les administrations publiques et la classe politique depuis 1995. C'est un indice composite qui utilise des informations relatives à la corruption rassemblées par des experts et des enquêtes réalisées par différentes institutions indépendantes internationalement reconnues.

Selon l'organisation qui publie ces statistiques, il est difficile d'évaluer le niveau de corruption affectant les pays ou les territoires en se fondant sur des données factuelles rigoureuses telles que le montant des pots-de-vin ou

---

<sup>3</sup> L'Indice de perception de la corruption (IPC), qui couvre en moyenne 180 pays, a pour objectif de mesurer la corruption dans le secteur public. Les questions posées dans le cadre des enquêtes utilisées pour établir l'IPC concernent ainsi l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement. Ces questions portent notamment sur: la corruption de fonctionnaires, le versement de pots-de-vin dans le cadre de marchés publics, le détournement de fonds publics ou encore la vigueur et l'efficacité des efforts déployés par les pouvoirs publics en matière de lutte contre la corruption, couvrant de ce fait les aspects administratifs et politiques de la corruption. Source: [www.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/cpi/](http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/).

**Graphique n° 3:**  
**Evolution de l'indice de perception de la corruption en Côte d'Ivoire**



Source: Transparency International.

le nombre de poursuites judiciaires ou de procès ayant un lien direct avec la corruption. En effet, la fréquence des poursuites traduit moins la prévalence de la corruption dans le pays que la capacité de l'appareil judiciaire de ce pays à la sanctionner et/ou celle des médias à dévoiler des affaires de corruption de manière effective. Il est donc plus faible de s'appuyer sur l'expérience et les perceptions de personnes directement confrontées à la réalité de la corruption dans un pays pour rassembler des données pouvant faire l'objet de comparaisons. Cet indicateur n'est certainement pas irréprochable puisque émanant de données primaires, mais il a le mérite de fournir des informations pertinentes sur la pratique de la corruption dans un pays. Dans le paragraphe qui suit, l'évolution de cet indice pour la Côte d'Ivoire est analysée.

Le graphique n° 3 représente l'évolution de l'indice de perception de la

corruption en Côte d'Ivoire entre 1998 et 2009. Les données relatives aux trois premières années, c'est-à-dire de 1995 à 1997, ne sont pas disponibles dans la base de données de TI.

L'indice de perception de la corruption évolue entre 1 et 10. Plus il est proche de 10, plus le pays fait preuve d'une grande probité et plus cet indice est proche de 1, plus élevée est la corruption. On peut remarquer à l'examen du graphique ci-dessus que la situation de la Côte d'Ivoire est très préoccupante. Depuis 1998, l'indice de corruption n'a cessé de se dégrader pour atteindre son plus bas niveau en 2005 avec une valeur de 1,9. Cette contre performance peut s'expliquer par les effets pervers cumulés de la conjoncture économique des années 80, par le coup de force de 1999 et par les crises militaro-politiques de 2002 et de 2004. Même si l'indice de corruption semble se stabiliser autour de 2,2 il est très bas pour une échelle comprise entre 1 et 10.

Les observations notées dans les variations des indices de perception de la corruption peuvent tirées une grande partie de leurs causes dans l'histoire. Sur le plan politique, la Côte d'Ivoire a connu, de 1960 à 1993, une stabilité politique et de 1993 à 2007, elle s'est installée dans une spirale d'instabilité économique et politique avec le coup d'état de 1999 et la rébellion armée de 2002.

Sur la base des tendances graphiques, il semblerait que l'existence d'une très forte corrélation entre l'environnement généralisé de corruption et le volume des investissements publics et privés soit probable. Pour tenter de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse de recherche, il paraît important de définir un cadre méthodologique.

#### **4. LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE**

Pour apprécier l'impact de la corruption sur les investissements, plusieurs auteurs ont proposé diverses modélisations théoriques et empiriques qui rivalisent de pertinence. A titre indicatif, on peut se référer aux contributions récentes de Mauro (2004) qui analyse la relation existante entre la corruption et la croissance économique. A travers une approche microéconomique, il montre que l'absence de mesures incitatives est un facteur de persistance de la corruption qui est elle-même à l'origine d'une faible croissance. De même, Correani (2005) soutient qu'il est difficile de venir à bout de la corruption dans un environnement caractérisé par une grande pauvreté qui favorise les comportements opportunistes. A l'instar des auteurs qui précèdent, très peu études qui mettent en exergue le lien direct entre le niveau de corruption et les investissements publics dans la littérature empirique.

---

#### 4.1 Le modèle

Notre analyse a pour un point de départ le modèle suivant :

$$invpub = \alpha_0 + \alpha_1 ipc + \beta X + \varepsilon \quad (1)$$

Où *invpub* désigne la part des investissements publics dans le PIB et *ipc* correspond à l'indice de perception de la corruption fourni par Transparency International. Comme nous l'avons souligné plus haut, c'est un indicateur composite basé sur les enquêtes auprès des individus et des organismes. Il est compris entre 1 et 10. Cet indicateur sera re-paramétré de façon à ce qu'un score élevé indique une forte perception de la corruption facilitant ainsi l'interprétation. Ainsi, nous définissons la variable  $corr = 10 - ipc$ .  $X$  un vecteur de contrôle de variables explicatives. Pour capter l'effet de la corruption, nous avons eu recours à l'indice de perception de la corruption (IPC). C'est un indicateur qui a été l'objet de nombreuses critiques dans la littérature économique. Ainsi, Williams et Siddique (2008), estiment qu'une des limites de l'IPC se situe au niveau de la variabilité du questionnaire et des pays de l'échantillon. Ils s'interrogent alors sur la crédibilité d'un indicateur qui varie dans le temps et dans l'espace? Au-delà de ces insuffisances, Lambsdorff (2004) soutient qu'à terme, on peut considérer que les changements constatés dans la méthodologie n'altèrent en rien la robustesse de cet indicateur. Nous partageons cette idée car l'IPC est aujourd'hui utilisé dans presque tous les travaux scientifiques qui inscrivent la corruption au cœur de leur analyse (Swaleheen, 2009 et 2007).

Les paramètres étant  $\alpha$  et  $\beta$ ; et  $\varepsilon$  représentant la perturbation stochastique. La matrice  $X$  se compose de variables explicatives telles que le taux de croissance économique (*tce*) calculé à partir de la variation du PIB, le degré d'ouverture (*dou*) calculé par la somme des importations et des exportations rapportée au PIB, la part des investissements privés dans le PIB (*invpri*) et la dette extérieure rapportée au PIB (*dex*). Les données macroéconomiques, qui couvrent la période de 1998 à 2009, proviennent de la base de données du World Development Indicators (WDI) de la Banque mondiale.

La forme structurelle du modèle s'écrit alors :

$$invpub_t = \alpha_0 + \alpha_1 corr_t + \alpha_2 tce_t + \alpha_3 dou_t + \alpha_4 invpri_t + \alpha_5 dex_t + \varepsilon_t \quad (2)$$

Cette équation met en relief l'impact de la corruption sur le volume des investissements publics et nous serons particulièrement sensibles au signe et à la valeur du coefficient des investissements privés. L'équation (3) qui per-

met de mettre en relation la corruption et les investissements privés se présente comme suit:

$$invpri_t = \beta_0 + \beta_1 corr_t + \beta_2 tce_t + \beta_3 dou_t + \beta_4 invpub_t + \beta_5 mmo_t + \beta_6 bco_t + \delta_t \quad (3)$$

Où les sigles *mmo* et *bco* désignent respectivement la masse monétaire (M2) et la balance commerciale. La variable *mmo* représente la monnaie fiduciaire, les dépôts bancaires et les titres de créances négociables, tous susceptibles d'être immédiatement utilisables comme moyen de paiement. Les autres variables sont définies comme précédemment. On peut noter ici que parmi les variables explicatives de ce modèle, il n'y a pas la valeur retardée des investissements privés comme c'est le cas dans plusieurs études comme celles de Mo (2001) et de Dusek et al (2005) qui ont montré qu'il y a une très forte corrélation entre le volume des investissements privés de l'année (*t*) et de l'année (*t-1*). De même, il est prouvé qu'il est tout à fait pertinent de considérer seulement les investissements de l'année en cours qui ont des effets statistiquement significatifs sur la croissance économique. La principale raison de cette option est qu'il y a que douze observations pour chacune des variables et cela coûte en termes de degrés de liberté. Le nombre d'observations, à cause de la variable corruption qui n'est disponible pour la Côte d'Ivoire qu'à partir de 1998, est une contrainte. Les autres variable du modèle sont observables sur une longue période.

L'objectif de cette étude étant d'analyser l'impact de la corruption sur les investissements public et privé et au-delà de déterminer leurs effets sur le niveau de croissance économique, il apparaît opportun de spécifier un modèle à équations simultanées. En plus des deux précédentes équations, nous adoptons une troisième équation dans laquelle le taux de croissance économique est expliqué par les investissements publics, les investissements privés et le taux d'inflation (*tin*). Cette dernière variable est calculée sur la base de l'indice des prix à la consommation.

La troisième équation se formule ainsi:

$$tce_t = \nu_0 + \nu_1 invpub_t + \nu_2 invpri_t + \nu_3 tin_t + \theta_t \quad (5)$$

Finalement, le modèle à équations simultanées (MES) que nous retenons pour vérifier les hypothèses de recherches se présente comme suit:

$$\begin{cases} invpub_t = \alpha_0 + \alpha_1 corr_t + \alpha_2 tce_t + \alpha_3 dou_t + \alpha_4 invpri_t + \alpha_5 dex_t + \varepsilon_t \\ invpri_t = \beta_0 + \beta_1 corr_t + \beta_2 tce_t + \beta_3 dou_t + \beta_4 mmo_t + \beta_5 bco_t + \delta_t \\ tce_t = \nu_0 + \nu_1 invpub_t + \nu_2 invpri_t + \nu_3 tin_t + \theta_t \end{cases} \quad (5)$$

#### 4.2 Les propriétés statistiques des variables et l'estimateur du MES

Le tableau ci-dessous donne un résumé de l'analyse de la statistique descriptive des variables du modèle (5). A l'exception des variables *tce* et *inf*, toutes les autres variables sont exprimées en pourcentage du PIB.

**Tableau n° 1: Statistiques descriptives des variables**

Variabiles	Symbole	Moyenne	Maximum	Minimum	Ecart-type
investissements publics	<i>Invpub</i>	5,0	13,3	2,0	2,6
investissements privés	<i>invpri</i>	9,3	16,3	4,1	3,3
taux de croissance	<i>tce</i>	2,4	7,1	-2,3	4,2
degré d'ouverture	<i>dou</i>	56,6	92,7	37,9	2,8
dette extérieure	<i>dex</i>	95,3	114,2	65,6	5,1
corruption	<i>corr</i>	7,5	8,1	6,9	0,2
masse monétaire	<i>mno</i>	23,8	29,2	21,7	2,4
balance commerciale	<i>bco</i>	24,1	27,2	14,9	3,9
taux d'inflation	<i>inf</i>	7,3	32,5	1,7	6,2

Source: Estimation de l'auteur à partir des données de WDI et TI.

Globalement, on peut noter que les écarts types sont faibles; ce qui signifie que les variances sont minimales entre les valeurs des variables. Il n'est donc pas nécessaire de faire une transformation logarithmique de celles-ci comme c'est souvent le cas pour normaliser les séries. En ce qui concerne les propriétés statistiques des variables, les questions liées à l'autocorrélation et à l'hétéroscédasticité qui se posent dans le modèle de l'équation (5) ont été résolues par la mise en œuvre respective des tests de Baltagi et Li (2001) et de Cook et Weisberg (1983). Nous avons vérifié que les variables sont stationnaires en différences premières au sens de Im, Pesaran et Shin (2003). Le faible nombre d'observations ne nous permet pas d'envisager une analyse à long terme à travers un test de co-intégration.

Comme toute estimation d'un modèle à équations simultanées, il importe de résoudre les problèmes de l'identification. La littérature économétrique précise qu'un modèle sur-identifié ou juste identifié est estimable par les doubles moindres carrés (DMC) ou les triples moindres carrés (TMC). Par contre, un modèle sous-identifié (plus de paramètres que d'équations) reste difficilement estimable (Greene, 2005). Une condition nécessaire d'identifia-

bilité (ou de sur-identifiabilité) pour une équation structurelle est que le nombre de variables exogènes absentes de celle-ci soit égal (ou supérieur) au nombre de variables endogènes du modèle moins un. Dans le cas de notre étude, les calculs indiquent que le modèle est sur-identifié car le nombre de variables endogènes est inférieur au nombre de variables exogènes exclues :

$$G_1 - 1 < K - K_1 \quad (6)$$

$G_1$  étant le nombre de variables endogènes,  $K$  le nombre d'équations et  $K_1$  le nombre de variables exogènes. Nous pouvons donc recourir à l'estimateur des DMC pour faire les estimations. Cette méthode d'estimation, qui se présente en deux étapes, consiste d'abord à estimer la forme réduite du modèle par les Moindres carrés ordinaires (MCO). Les valeurs prédites des coefficients sont ensuite remplacées dans la forme structurelle initiale pour obtenir les valeurs estimées du modèle (5). Les résultats de l'estimation sont exposés dans la section suivante.

## 5. LES RÉSULTATS EMPIRIQUES ET LEUR INTERPRÉTATION

Les résultats empiriques de notre étude sont présentés dans les tableaux n° 2 et n° 3. Le premier tableau indique les résultats de l'estimation du modèle à équations simultanées. Dans le second qui affiche les résultats du test de stabilité de Chow (1960) renseigne sur les effets de la crise de 2002.

Les résultats du tableau n° 2 inspirent plusieurs commentaires. Seuls les principaux résultats et enseignements à tirer sont exposés dans cette section. Lorsqu'on considère les résultats de la première équation du MES, on peut noter que tous les coefficients du modèle sont significatifs au seuil de 5%. La corruption contribue à un surinvestissement public. Ce résultat est conforme aux conclusions de Everhart (2010) et Burguet et Che (2004). Il est alors possible de soutenir qu'un climat de corruption généralisée pousse les agents à surestimer le volume des investissements en prévision de leur marge bénéficiaire, étant entendu que tous les fonds ne sont pas consacrés à la réalisation de l'infrastructure par exemple. Au regard des résultats de la troisième équation, le signe positif et la faible valeur du coefficient des investissements publics montrent que ces investissements ont une faible valeur ajoutée sur le niveau de croissance économique. Ce résultat confirme l'idée selon laquelle la corruption a des pervers sur l'évolution du PIB. Mauro (2004) et Mo (2001) arrivent aux mêmes résultats dans leurs études. Le constat est le même lorsqu'on considère l'effet de la corruption sur les investissements privés et

**Tableau n° 2: Résultats de l'estimation du MES**

Méthode des Doubles Moindres Carrés						
	Coef.	Std. Err.	t	P>  t	[95% Conf. Interval]	
invpub: variable dépendante						
corr	1,54	0,24	9,15	0,004	-1,82	-1,98
tce	2,05	0,12	3,78	0,009	0,37	0,87
dou	1,67	0,33	3,06	0,022	0,08	0,74
invpri	-1,01	0,68	-0,48	0,031	-0,12	0,11
dex	-8,70	0,21	-3,27	0,007	0,27	1,13
_cons						
invpri: variable dépendante						
corr	2,43	0,30	2,27	0,028	1,30	2,85
tce	3,11	1,19	5,04	0,045	2,57	4,37
dou	2,03	0,52	1,28	0,028	1,92	3,86
invpub	-5,06	0,38	-2,75	0,045	3,64	5,84
mmo	3,63	0,34	3,09	0,031	-6,87	-2,02
bco	-0,74	0,94	-2,11	0,592	3,32	6,85
_cons	-2,79	2,25	-2,22	0,036	-8,75	-2,22
tce: variable dépendante						
invpub	0,08	0,21	-9,15	0,001	-1,77	-1,17
invpri	0,17	0,16	3,78	0,013	0,27	0,82
tin	-5,11	0,58	3,06	0,029	0,16	0,36
_cons	12,12	0,11	-0,48	0,632	-0,02	0,03

Source: Estimation de l'auteur, à partir des données de WDI et TI.

l'effet de ces derniers sur la croissance économique. La corruption affecte positivement et significativement les investissements des opérateurs privés qui ne sont pas porteurs de croissance économique. La lutte acharnée contre la corruption devra alors se poursuivre afin d'assainir la gestion et l'affectation des finances publiques.

On peut également remarquer que, quelque soit la variable considérée comme expliquée ou explicative, le coefficient liant les investissements publics et privés a un signe négatif. Cela pourrait expliquer en partie l'éviction dont le secteur privé est l'objet suite à une intervention de l'Etat. Dans les années 90 en effet, la Côte d'Ivoire a connu une vague de privatisation qui s'est accentuée avec le changement de parité en 1994. Malheureusement le coup de force de 1999 et la crise militaro-politique de 2002 ont achevé de fragiliser le tissu économique et industriel ivoirien. La responsabilité de l'Etat reste encore importante, mais il ne peut tout faire seul. Le secteur privé a donc un rôle important de relai à jouer. Malheureusement la corruption vient annihiler l'efficacité de la complémentarité entre ces deux secteurs qui devraient assurer l'essor économique et social du pays.

Pour mieux apprécier l'effet de la crise sur les investissements publics et privés, un test de stabilité s'impose. Le choix a porté sur le test de Chow (1960) contrairement au Cusum recursive test car la période de rupture est connue: 2002. L'avantage du test de Chow est qu'il peut se faire quelque soit le nombre d'observations de chacune des deux périodes.

**Tableau n° 3: Résultats du test de stabilité structurelle de Chow (1960)**

Valeur empirique du test	Valeur critique	Décision
3,41	1,30	Rejet de l'hypothèse de stabilité des coefficients

Source: Estimation de l'auteur, à partir des données de WBI et TI.

Comme on le constate, les résultats sont en faveur du rejet d'une stabilité des coefficients estimés. Par conséquent, cette étude montre que la crise militaro-politique de 2002 a fortement influencé les investissements publics et privés qui eux-mêmes ont ralenti la croissance économique en Côte d'Ivoire. Les résultats du test de Chow indiquent donc que la crise a affecté les investissements de façon différente sur les deux périodes car les coefficients ne sont pas stables.

## 6. CONCLUSION

Cette étude avait pour objectifs de déterminer l'effet de la corruption sur les investissements publics et privés en Côte d'Ivoire et au-delà, d'examiner leurs différents impacts sur la croissance économique. Elle avait aussi l'ambition d'analyser l'effet de la crise militaro-politique sur l'évolution de ces

---

agrégats. Les principaux résultats obtenus de cette étude permettent de mettre en relief trois enseignements. Le premier est que la corruption a entraîné une hausse des investissements publics qui n'a pas, elle-même, eu d'effets positifs et significatifs sur la croissance économique ivoirienne. Ce qui confirme l'argument que la corruption est un mal qu'il faut absolument combattre. C'est donc le lieu d'inviter les pouvoirs publics à mettre en place une autorité nationale qui serait dotée de pouvoirs exceptionnels de sanction. Le deuxième enseignement est que la crise militaro-politique a profondément déstabilisé et fragilisé le système financier ivoirien puis accentué le phénomène de corruption. Le récent développement remarquable des secteurs informel et semi-formel avec la promotion des institutions de micro-finances permettait à des milliers d'ivoiriens de mieux faire face à la pauvreté. Cependant, les effets pervers de la corruption et de l'instabilité sociopolitique ont affecté la gestion de ces structures de mobilisation de ressources et amenuisé les investissements privés des ménages. Le troisième enseignement est que les investissements publics ont un effet d'éviction sur les investissements privés. Pourtant il est reconnu, dans la littérature économique et dans les faits, au secteur privé un rôle de moteur de la croissance économique. A la lumière de toutes ces leçons, les pouvoirs publics devraient se doter des institutions fortes et crédibles pour mieux combattre la corruption. Cela pourrait passer par l'élaboration d'un plan directeur de sensibilisation de tous les acteurs politiques et économiques aux méfaits de la corruption dans le pays. Ce plan directeur pourrait être revu et amélioré chaque décennie en fonction de l'évolution de l'indice de perception de la corruption. C'est un défi que la Côte d'Ivoire en situation de sortie de crise se doit de relever eu égard à son rôle stratégique dans la zone UEMOA.

### Les références bibliographiques

- Ades A. et R. Di Tella, 1999, "Rents, Competition and Corruption", *American Economic Review*, Vol. 89, No. 4, pp. 982-993.
- Ali A.M. et H.S. Isse, 2003, "Determinants of Economic Corruption: A Cross-Country Comparison", *Cato Journal*, Vol. 22, No. 3, pp. 449-466.
- Baltagi B.H. et D. Li, 2004, "Prediction in Panel Data Model with Spatial Correlation", in L. Anselin and R.J.D.M. Florax and J. Rey (Eds), *New Advances in Spatial Econometrics*, Springer: Berlin.
- Burguet R. et Y-K Che, 2004, "Competitive Procurement with Corruption", *Rand Journal of Economics*, Vol. 33, No. 1, pp. 50-68.

- Celentani M. et J-J. Ganuza, 2002, "Corruption and Competition in Procurement", *European Economic Review*, Vol. 46, No. 7, pp. 1273-1303.
- Chow G.C., 1960, "Tests of Equality Between Sets of Coefficients in Two Linear Regressions", *Econometrica*, Vol. 28, No. 3, pp. 591-605.
- Collier P., 2000, "How to Reduce Corruption", *African Development Review*, Vol. 12, No. 2, pp. 191-205.
- Cook R.D. et S. Weisberg, 1983, "Diagnostics for Heteroskedasticity in Regression", *Biometrika*, Vol. 70, No. 1, pp. 1-10.
- Correani L. (2005), "Preferences, development and corruption", *Economia Politica*, 22(2): 177-199.
- Dusek L., Ortman A. et L. Lubomir, 2005, "Understanding Corruption and Corruptibility Through Experiments", *Prague Economic Papers*, Vol. 14, No. 2, pp. 147-162.
- Esso L.J., 2007, "Croissance en Faveur des Pauvres et Investissement Public en Côte d'Ivoire", *Politique Économique et Développement, Cellule D'Analyse de Politiques Économiques du Cires*, No. 139, 22 p.
- Everhart S.S., 2010, "The Resource Curse and Private Investment: A Theoretical Model of the Impact of Corruption", *Education, Business and Society: Contemporary Middle Eastern Issues*, Vol. 3, No. 2, pp. 117-135.
- Everhart S.S. et M. Sumlinski, 2001, "Trends in Private Investment in Developing Countries. Statistics for 1970-2000 and the Impact on Private Investment of Corruption and the Quality of Public Investment", *IFC Discussion Papers*, No. 44, World Bank.
- Fedeli S. et F. Forte, 2003, "Public Co-financing of Private Sector's Investments: Subsidiarity and Corruption", *Public choice*, Vol. 116, No. 1-2, pp. 109-145.
- Feng Y., 2003, *Democracy, Governance and Economic Performance: Theory and Evidence*, MIT Press.
- Gabriél H. et J-L. Jacquié, 1994, *La Théorie Moderne de l'Entreprise: L'Approche Institutionnelle*, Ed. Economica, Paris.
- Greene W.H., 2005, *Econométrie*, Pearson Education France, 5ème Edition, Paris, 943 p.
- Gyimah-Brempong K., 2002, "Corruption, Economic Growth and Income Inequality in Africa", *Economics of governance*, Vol. 3, No. 3, pp. 183-209.
- Habib M. et L. Zurawicki, 2002, "Corruption and Foreign Direct Investment", *Journal of International Business Studies*, Vol. 33, No. 2, pp. 291-307.
- Hope K.R. et B.C. Chikulo, 2000, *Corruption and Development in Africa: Lessons from Country Case Studies*, Palgrave.
- Im K.S., M.H. Pesaran et Y. Shin, 2003, "Testing for Unit Roots in Heterogeneous Panels", *Journal of Econometrics*, Vol. 115, No. 1, pp. 53-74.
- Johnston M., 2005, *Syndromes of Corruption: Wealth, Power and Democracy*, Cambridge University Press.
-

- 
- Kallon K., 2004, *The Political Economy of Corruption in Sierra Leone*, Lewiston, NY: Mellen Press.
- Keho Y., 2004, "Impact de l'Investissement Public sur la Croissance et l'Investissement Privé en Côte d'Ivoire: Quelles Leçons de Politique en Période Post-Conflic", *Politique Économique et Développement, Cellule d'Analyse de Politique Économique du Cires*, No. 103.
- Knack S., 2003, *Democracy, governance and growth*, Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Lafree G. et N. Morris, 2004, "Corruption as a Global Social Problem", in G. Ritzer (ed.) *Handbook of Social Problems: A Comparative International Perspective*, pp. 600-618.
- Lambsdorff J.G., 2004, "Corruption Perceptions Index 2003", in R. Hodess, T. Inowlocki, D. Rodriguez et T. Wolfe (Eds.), *Global Corruption Report 2004: Transparency International*, pp. 282-287, London: Pluto Press.
- Larrain B.F. et J. Tavares, 2004, "Does Foreign Direct Investment Decrease Corruption?", *Cuadernos de Economia*, Vol. 41, No. 123, pp. 217-230.
- Maucourant J., 2003, "Le Néo-Institutionnalisme à l'Épreuve de Quelques Faits Historiques", *Economie Appliquée*, Vol. 56, No. 3, pp. 111-131.
- Mauro P., 2004, "The Persistence of Corruption and Slow Economic Growth", *IMF staff papers*, Vol. 51, No. 1, pp. 1-18.
- Mo P.H., 2001, "Corruption and Economic Growth", *Journal of comparative economics*, Vol. 29, No. 1, pp. 66-79.
- Ouattara W., 2008, "Analyse de la Productivité et des Externalités des Dépenses Publiques en Afrique au Sud du Sahara: Cas de la Zone UEMOA", *Economie Appliquée*, Vol. 61, No. 2, pp. 153-169.
- Pereira A. et R. Flores de Frutos, 1999, "Public Capital and Private Sector Performance in the United States", *Journal of Urban Economics*, Vol. 46, No. 99, pp. 300-322.
- Pereira A., 2001, "On the Effects of Public Investment on Private Investment: What Crowds in What?", *Public finance review*, Vol. 29, No. 1, pp. 3-25.
- Pereira A., 2000, "Is All Public Capital Created Equal?", *Review of Economics and Statistics*, Vol. 82, No. 3, pp. 513-518.
- Podrecca E. et G. Carmeci, 2001, "Fixed Investment and Economic Growth: New Results on Causality", *Applied Economics*, Vol. 33, No. 2, pp. 177-182.
- Sarkar H.H. et M. Aynul, 2001, "Impact of Corruption on the Efficiency of Investment: Evidence from A Cross-Country Analysis", *Asia-Pacific Development Journal*, Vol. 8, No. 2, pp. 111-116.
- Swaleheen M., 2009, "Economic Growth with Endogenous Corruption: An Empirical Study", *Public Choice*, Vol. 122, No. 1, pp. 69-97.
- Swaleheen M., 2007, "Corruption and Investment Choices: A Panel Data Study", *Kyklos*, Vol. 60, No. 4, pp. 601-616.
-

Tanzi V. et H.R. Davoodi, 1997, "Corruption, Public Investment and Growth", *International Monetary Fund Working Paper*, WP/97/132.

Transparency International, [http://www.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/cpi/](http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/).

Williams A. et A. Siddique, 2008, "The Use (and Abuse) of Governance Indicators in Economics: A Review", *Economics of Governance*, Vol. 9, No. 2, pp. 131-175.

Williamson O.E., 2000, "The New Institutional Economics: Taking Stock, Looking Ahead", *Journal of Economic Literature*, Vol. 38, No. 3, pp. 595-613.

### Abstract

The purpose of this paper is to analyze the impact of corruption on the private and public investments in Cote d'Ivoire and to study their impacts on the economic growth. In addition, we try to appreciate the impact of the Ivorian military and politic crisis on the economic performances. The corruption scale and the democratic practice life are often mentioned as the principles factors which affect the volume of public and private investments. With data of World Development Indicators (WDI) and Transparency International (TI) from 1998 to 2009, we show with an empirical approach that the corruption is a factor of overestimation of the investments amount in Côte d'Ivoire and this fact has hereafter pernicious effects on the economic growth. The stability test indicates that the Ivorian crisis affected differently the economic growth of the Union's countries. Then the study recommends a better consciousness rising of the political and economical actors on the inconveniences of corruption and unconstitutional changes. The paper also suggests the creation of a national authority endowed with exceptional power to take disciplinary action against all the corruption forms.

**Keywords:** Corruption, public and private investments, democracy, simultaneous equations model and panel data.

**J.E.L. Classification:** C33, H54, R42, D73.

